

## Règlement d'organisation

---

### 1. Objet

En vertu de l'article 83 du Code civil (CC), des articles 48 suivants LPP et des statuts de Groupe Mutuel Prévoyance-GMP (la fondation), le conseil de fondation édicte le règlement d'organisation ci-après.

Ce règlement définit l'organisation interne et les devoirs et compétences des organes et personnes suivantes:

- Le conseil de fondation
- L'assemblée des délégués
- Les commissions administratives
- L'administrateur technique
- L'administrateur de la fortune
- L'expert en matière de prévoyance professionnelle
- L'organe de révision

### 2. Organes de la fondation

Les organes de la fondation sont:

- Le conseil de fondation
- L'assemblée des délégués
- L'organe de révision

### 3. Conseil de fondation

#### 1. Election

La procédure applicable à l'élection est précisée dans un règlement d'élection spécifique édicté par le conseil de fondation.

#### 2. Droit de signature

Le président, le vice-président et le secrétaire, dans la mesure où celui-ci est membre du conseil de fondation, peuvent signer collectivement à deux.

Les droits de signature des autres personnes sont fixés par le conseil de fondation et inscrits au registre du commerce.

#### 3. Séances

a. Fréquence, convocation et ordre du jour des séances  
Le président convoque les membres du conseil de fondation aussi fréquemment que le requièrent les affaires, mais au moins trois fois par an.

La convocation est envoyée par écrit, en général 10 jours avant la séance, et indique l'ordre du jour. L'ordre du jour est déterminé par le président du conseil de fondation. Chaque membre du conseil de fondation peut demander qu'un point soit porté à l'ordre du jour, dans la mesure où il en fait la demande au président du conseil de fondation avant le début de la séance. Au besoin, le président du conseil de fondation peut convoquer une séance à plus court terme.

#### b. Participants

En plus des membres du conseil de fondation, peuvent également prendre part à tout ou partie des séances, les représentants des administrateurs ou des tiers.

Les fondateurs ont le droit de désigner deux repré-

sentants hors conseil, autorisés à prendre part à toutes les séances et disposant d'une voix consultative chacun.

#### c. Présidence

Les séances du conseil de fondation sont dirigées par le président, à défaut par le vice-président, ou à défaut par un autre membre du conseil de fondation.

#### d. Procès-verbal

Les décisions du conseil de fondation sont consignées dans un procès-verbal. Ce procès-verbal doit être soumis à l'approbation du conseil de fondation lors de la séance suivante.

Le résultat d'une décision prise par voie de circulation est mentionné dans le procès-verbal de la séance suivante du conseil de fondation.

#### e. Prise de décision

Le conseil de fondation peut valablement prendre des décisions si la majorité des membres est présente. Sont aussi considérés comme présents, les membres qui prennent part à la séance par téléphone, vidéo ou d'autres moyens équivalents de communication.

Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas d'égalité des voix, le point est reporté à l'ordre du jour d'une nouvelle séance. En cas de nouvelle égalité des voix, le point est soumis à un arbitrage externe.

Une majorité des deux tiers est requise pour la modification des règlements d'organisation, d'élection et des statuts.

Le conseil de fondation peut également prendre des décisions en consultant ses membres par voie de circulation, pour autant que plus de la moitié des membres aient participé à la prise de décision. Les décisions par voie de circulation destinées au registre du commerce requièrent la participation de tous les membres à la prise de décision.

#### 4. Tâches et compétences

Le conseil de fondation assure la direction générale de la fondation, veille à l'exécution de ses tâches légales et en détermine les objectifs et principes stratégiques, ainsi que les moyens permettant de les mettre en œuvre. Il définit l'organisation de la fondation, veille à sa stabilité financière et en surveille la gestion.

Il a les tâches intransmissibles et inaliénables prévues par l'art. 51a LPP, à savoir:

- a. définir le système de financement;
- b. définir les objectifs en matière de prestations, les plans de prévoyance et les principes relatifs à l'affectation des fonds libres;
- c. édicter et modifier les règlements;
- d. établir et approuver les comptes annuels;
- e. définir le taux d'intérêt technique et les autres bases techniques;
- f. définir l'organisation;
- g. organiser la comptabilité;

- h. définir le cercle des assurés et garantir leur information;
- i. garantir la formation initiale et la formation continue des représentants des salariés et de l'employeur;
- j. nommer et révoquer les personnes chargées de la gestion;
- k. nommer et révoquer l'expert en matière de prévoyance professionnelle et l'organe de révision;
- l. prendre les décisions concernant la réassurance, complète ou partielle, de l'institution de prévoyance et le réassureur éventuel;
- m. définir les objectifs et principes en matière d'administration de la fortune, d'exécution du processus de placement et de surveillance de ce processus;
- n. contrôler périodiquement la concordance à moyen et à long termes entre la fortune placée et les engagements;
- o. définir les conditions applicables au rachat de prestations.

Le conseil de fondation approuve la politique commerciale et tarifaire de la fondation.

## 4. Assemblée des délégués

### 1. Constitution

L'assemblée des délégués est constituée paritairement d'un représentant de l'employeur et d'un représentant des travailleurs de chaque affilié, désignés au sein de la commission administrative de ce dernier.

L'entreprise organise l'élection des représentants selon ses propres règles.

En cas de résiliation du contrat de travail d'un membre avec un affilié ou de la convention d'affiliation, le mandat auprès de l'assemblée des délégués prend fin immédiatement.

Les assurés actifs qui n'ont pas été désignés comme délégués peuvent participer à l'assemblée générale comme invités, sans droit de vote. Le conseil de fondation peut en tout temps limiter le nombre d'invités.

### 2. Tâches et compétences

L'assemblée des délégués nomme et révoque les membres du conseil de fondation. Les délégués représentant les employeurs et les indépendants affiliés nomment et révoquent les représentants des employeurs. Les délégués représentant les travailleurs nomment et révoquent les représentants des travailleurs.

L'assemblée des délégués prend connaissance des comptes et du rapport annuel d'activité.

### 3. Séances

a. Fréquence, convocation et ordre du jour des séances  
L'assemblée des délégués est convoquée par le conseil de fondation. Elle se réunit en assemblée ordinaire une fois par an dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice. Des assemblées extraordinaires sont aménagées sur décision du conseil de fondation ou si un cinquième des commissions administratives en fait la demande par écrit à ce dernier en indiquant les motifs.

La convocation est envoyée par écrit, en général 10 jours avant la séance et indique l'ordre du jour. L'ordre de jour est déterminé par le président du conseil de la fondation. Chaque délégué peut demander qu'un

point soit porté à l'ordre du jour, dans la mesure où il en fait la demande au président du conseil de fondation au moins 14 jours avant la date de la séance. Dans les cas exceptionnels, le président du conseil de fondation peut convoquer une séance à plus court terme.

### b. Présidence, procès-verbal

Le président du conseil de fondation préside l'assemblée des délégués. En cas d'absence, le conseil de fondation peut désigner un autre président parmi ses membres.

Les délibérations et les décisions sont consignées dans un procès-verbal; le président désigne à cet effet un secrétaire de séance.

### c. Prise de décision

L'assemblée des délégués prend ses décisions à la majorité simple des présents ou représentés.

### d. Représentation

Un délégué ne peut être représenté que par un autre membre de la commission administrative de l'entreprise affiliée, issu du même cercle (représentant les travailleurs, resp. les employeurs) ou par l'un des représentants des fondateurs et moyennant procuration écrite pour la séance concernée.

## 5. Commissions administratives des affiliés

### 1. Constitution et organisation

Chaque employeur doit constituer une commission administrative composée du même nombre de représentants de l'employeur et des travailleurs, pour un total de 2 à 6 membres. Les travailleurs désignent leurs propres représentants en les choisissant parmi les assurés actifs du contrat de l'affilié. L'indépendant est considéré comme un employeur et forme lui-même une commission administrative.

La commission administrative se constitue elle-même; elle désigne les personnes autorisées à signer et à s'engager envers la fondation, ceci de manière paritaire; elle communique sa composition à la fondation.

En cas de résiliation du contrat de travail d'un membre avec un affilié ou de la convention d'affiliation, le mandat auprès de la commission administrative prend fin immédiatement.

### 2. Tâches

La commission administrative a pour but de réaliser la gestion paritaire au niveau de l'affilié. Elle est seule habilitée à représenter valablement l'affilié envers la fondation. La commission administrative désigne parmi ses membres la représentation paritaire à l'assemblée des délégués.

Elle reçoit et communique toutes les informations relatives à la fondation, et notamment:

- elle veille à ce que les versements des sommes dues à la fondation soient effectués dans les délais; en cas de retard dans le paiement des cotisations, elle en informe les assurés;
- elle reçoit et informe les assurés sur les données financières de la fondation;
- en cas de fonds libres disponibles, elle décide de leur utilisation et des critères de répartition, en respectant les règlements et dispositions légales;

- elle informe les assurés sur les prestations, l'organisation et la fortune de la fondation, ainsi que sur la composition des organes de la fondation sur la base des informations que la fondation lui transmet, ou en complément des informations remises par la fondation directement aux assurés;
- elle informe la fondation de tout événement susceptible d'influencer la mise en œuvre de la prévoyance de l'affilié qu'elle représente, ainsi que d'une éventuelle situation d'une liquidation partielle de l'affilié;
- elle propose les modifications à apporter au plan de prévoyance de l'affilié qu'elle représente;
- elle remplit les autres tâches qui lui incombent de par les dispositions légales ou réglementaires.

## 6. Administrateurs (gérants)

### 1. Mandat

Le conseil de fondation délègue, dans les limites légales, la gestion de la fondation à des administrateurs, appelé aussi gérants. La gestion opérationnelle et le développement commercial sont assurés par l'administrateur technique. La gestion de la fortune est assurée par l'administrateur de la fortune.

Par ailleurs, le conseil de fondation peut déléguer certaines tâches et compétences à des comités particuliers, aux administrateurs ou à des tierces personnes, dans les limites légales.

Les administrateurs agissent selon les instructions du conseil de fondation, des statuts et du règlement de prévoyance, des dispositions légales ainsi que des règlements accessoires et du contrat de mandat.

Ils organisent le bon déroulement des activités par la mise en œuvre des moyens qu'ils jugent nécessaires.

Le conseil de fondation s'assure que les administrateurs observent les dispositions légales et contractuelles, les statuts, les règlements et les instructions données.

### 2. Tâches

Sur mandat du conseil de fondation, les administrateurs assurent la mise en œuvre de toutes les activités de la fondation qui ne relèvent pas expressément d'un autre organe. Ils prennent toutes les décisions qui ne relèvent pas expressément d'un autre organe.

#### a. Gestion opérationnelle

L'administrateur technique est chargé de la gestion opérationnelle de la fondation en conformité de la loi, des statuts, des règlements, ainsi que des dispositions du contrat de mandat et des instructions du conseil de fondation. Il assure la représentation de la fondation.

L'administrateur technique organise, dirige et assure la gestion administrative, technique et comptable de la fondation. Dans ce contexte, le conseil de fondation donne à l'administrateur technique l'autorisation de signer pour liquider les affaires courantes et assurer le flux administratif.

L'administrateur technique conseille et assiste le conseil de fondation dans l'exécution de ses tâches et en particulier pour:

- la gestion de la fondation, de ses affiliés, de ses assurés et de ses pensionnés,
- la gestion des immeubles,

- la tenue de la comptabilité de la fondation,
- la négociation des conditions des traités de réassurance avec les compagnies d'assurance,
- les relations avec l'organe de révision, l'expert agréé et les autorités (autorité de surveillance, autorités fiscales, etc.),
- l'admission des nouveaux affiliés,
- la mise en place et la documentation du système de contrôle interne, la mise en œuvre des décisions du conseil de fondation,
- le contact avec les autorités,
- et toutes les autres tâches ayant trait à l'administration et au développement de la fondation.

b. Placement de la fortune et gestion des fonds placés  
L'administrateur de la fortune effectue le placement de la fortune et la gestion des fonds placés dans le respect des dispositions légales, du règlement de placement et du mandat de gestion de fortune.

#### c. Développement commercial

L'administrateur technique propose la politique commerciale au conseil de fondation. Il met en place l'organisation et les moyens nécessaires au développement commercial.

### 3. Sous-traitance, appel à des tiers

Les administrateurs peuvent, au besoin, sous-traiter certaines tâches ou solliciter des intervenants externes pour les soutenir dans la promotion et la défense des intérêts de la fondation ou dans la réalisation de tâches spécifiques.

### 4. Compte-rendu

Les administrateurs informent régulièrement le conseil de fondation de l'évolution des activités.

## 7. Organe de révision

### 1. Mandat

Le conseil de fondation désigne un organe de révision indépendant de la fondation au sens de l'art. 52b LPP et de l'art. 34 OPP 2.

### 2. Tâches

L'organe de révision veille au respect de l'art. 52b LPP et de l'art. 34 OPP 2.

Il exerce les compétences qui lui sont attribuées par la loi, en particulier par l'art. 52c LPP et les art. 35 ss OPP 2.

### 3. Rapport de révision

L'organe de révision adresse chaque année un rapport écrit sur ses travaux à l'organe suprême, en y mentionnant ses recommandations relatives aux comptes annuels.

L'organe de révision commente au besoin les résultats de ses vérifications à l'attention du conseil de fondation.

## 8. Expert en matière de prévoyance professionnelle

### 1. Mandat

Le conseil de fondation désigne un expert en matière de prévoyance professionnelle agréé par la Commission de haute surveillance. L'expert est indépendant de la fondation au sens de l'art. 40 OPP 2.

2. Tâches

L'expert en matière de prévoyance professionnelle exerce les tâches prévues par l'art. 52e, l'art. 65d LPP et l'art. 41a OPP 2.

Si le conseil de fondation ne suit pas les recommandations de l'expert en matière de prévoyance professionnelle et qu'il s'avère que la sécurité de l'institution de prévoyance est compromise, l'expert en informe l'autorité de surveillance.

## 9. Activité irréprochable, responsabilité et confidentialité

1. Activité irréprochable

Les membres du conseil de fondation ainsi que les personnes chargées de l'administration ou d'autres tâches de gestion de la fondation doivent jouir d'une bonne réputation et offrir toutes les garanties d'une activité irréprochable.

Ces personnes sont tenues, dans le cadre de leurs tâches, de respecter le devoir de diligence fiduciaire et de servir les intérêts des assurés de la fondation. A cette fin, elles veillent à ce que leur situation personnelle et professionnelle n'entraîne aucun conflit d'intérêts.

2. Responsabilité

Les personnes chargées de l'administration, de la gestion ou du contrôle de la fondation répondent du dommage qu'elles lui causent intentionnellement ou par négligence. Le conseil de fondation reste responsable des dommages causés par les personnes auxquelles il a délégué des compétences.

3. Confidentialité

Les membres du conseil de fondation, les administrateurs, l'organe de révision, l'expert et toutes les personnes qui participent à l'administration de la fondation sont tenues de garder le secret à l'égard des tiers conformément à l'art. 86 LPP. L'article 86a LPP demeure réservé.

Chaque membre du conseil de fondation est tenu d'observer la plus stricte discrétion concernant les affaires de la fondation. Les débats et les procès-verbaux du conseil de fondation sont traités de manière confidentielle. Les mêmes règles s'appliquent au secrétaire lorsque ce dernier n'est pas membre du conseil.

L'obligation de garder le secret est maintenue après la cessation de l'activité ou du mandat pour le compte de la fondation.

## 10. Actes juridiques passés avec des personnes proches

Les actes juridiques passés par la fondation avec des membres du conseil de fondation, avec des employeurs affiliés ou avec des personnes physiques chargées de la gestion ou de l'administration de la fortune, ainsi qu'avec des personnes physiques ou morales proches des personnes précitées, doivent être annoncés à l'organe de révision lors du contrôle des comptes annuels.

## 11. Système de contrôle interne

Le Conseil de fondation s'assure chaque année que les gérants ont leur propre système de contrôle interne et que ce dernier est appliqué.

## 12. Entrée en vigueur et modification du règlement d'organisation

1. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

2. Modification

Toute modification du présent règlement doit être soumise pour approbation au conseil de fondation.

Le présent règlement a été adopté par le conseil de fondation le 14 décembre 2022.

Groupe Mutuel Prévoyance-GMP

La Présidente:  
Karin Perraudin

Le Vice-Président:  
Bruno Pache